



Des manifestations de masse en Espagne, au Portugal, en Italie pour protester contre l'austérité et le chômage

Par [Correspondants du WWS](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2012

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Des centaines de milliers de travailleurs sont descendus mercredi 14 novembre dans les rues d'un certain nombre de pays européens pour manifester contre un chômage en forte augmentation et les mesures d'austérité dictées par l'Union européenne et le Fonds monétaire International.

Des grèves générales en Espagne et au Portugal ont paralysé le transport public en occasionnant la fermeture de nombreuses entreprises et écoles. Les compagnies aériennes ont été touchées par le débrayage et des centaines de vols ont été annulés. Les syndicats des deux pays ont affirmé que des millions de travailleurs ont participé aux grèves.

La grève a officiellement débuté à minuit en Espagne, mais les manifestants étaient déjà descendus dans les rues mardi soir. A Madrid, des manifestants en colère se sont heurtés à la police dans bon nombre d'endroits.

La police a attaqué des piquets de grève au dépôt de bus de Madrid où des travailleurs tentaient d'empêcher les bus de sortir du dépôt. Dans le centre de la capitale, la police anti-émeute a tiré des balles en caoutchouc et matraqué les manifestants pour dégager la Plaza de Cibeles.

Lors d'un affrontement antérieur, la police a repoussé à coups de matraque des centaines de jeunes manifestants pour empêcher qu'ils ne bloquent l'avenue Gran Via avoisinante. Des manifestants ont réagi en scandant « Abus de pouvoir » et « Plus d'éducation, moins de policiers ». Selon des porte parole officiels, la police a arrêté 82 manifestants dans tout le pays et 34 personnes ont été soignées pour leurs blessures.

Au Portugal, les manifestants sont descendus dans les rues aux premières heures du matin en brandissant des banderoles dénonçant l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE). Selon les chiffres publiés mercredi, le chômage a atteint un taux de record de 15,8 pour cent dans le pays et l'on s'attend à ce qu'il continue de monter dans les mois à venir.

Les grèves ont littéralement immobilisé le métro de Lisbonne et de nombreuses écoles ainsi que des bureaux étaient fermés toute la journée au public. Les déplacements en ferries et en trains dans le pays étaient fortement réduits.

En Italie, les syndicats ont limité l'action de grève à une série de grèves tournantes de

quatre heures étalées sur la journée et qui ont néanmoins entraîné la fermeture d'écoles, de ports et de nombreuses usines.

Des manifestations comptant des dizaines de milliers d'étudiants et de travailleurs se sont déroulées à Rome, à Turin et à Milan où des employés des transports publics, des conducteurs de train et des employés des hôpitaux ont rejoint les étudiants dans la rue. Dans le centre-ville de Rome, des dizaines de jeunes manifestants qui ont tenté de briser un cordon policier ont été attaqués par la police au moyen de gaz lacrymogène et de véhicules blindés.

De violents affrontements entre les manifestants et la police ont également été signalés à Turin et à Milan. Les protestations des travailleurs en colère ont eu lieu en Italie un jour à peine après que deux ministres du gouvernement aient dû être évacués par hélicoptère d'une réunion en Sardaigne tandis que des manifestants bloquaient les routes de l'île en incendiant des voitures.

Mardi également, un homme qui a menacé de se taillader les poignets pour protester contre l'impossibilité de sa fille à trouver un emploi a interrompu le discours prononcé à Naples par la ministre du Travail, Elsa Fornero. A Naples, des manifestants s'étaient déjà heurtés lundi à la police.

La Confédération européenne des syndicats (CES) avait appelé à faire grève et à protester pour essayer de faire retomber la pression et de contenir la colère grandissante parmi les travailleurs notamment dans les pays d'Europe méridionale qui ont été les plus fortement dévastés par la politique d'austérité dictée par les banques et l'Union européenne.

Alors que les protestations en Espagne, au Portugal et en Italie ont été marquées par de vastes manifestations de colère, il était évident que la bureaucratie syndicale européenne cherchait délibérément à démobiliser les travailleurs dans le reste de l'Europe.

En Grèce, relativement peu de gens ont été impliqués dans les protestations. La principale centrale syndicale du pays a limité les actions à tout juste trois heures. Seuls quelque 3.000 personnes ont participé à un rassemblement sur la place Syntagma à Athènes.

La semaine dernière, des centaines de milliers de personnes ont manifesté en Grèce contre le cinquième plan d'austérité dicté par l'UE. Le pays a été paralysé suite à une série de grèves. Depuis lors, les syndicats oeuvrent pour restreindre le mouvement de grève et démoraliser les travailleurs. Ils ont mis fin aux grèves menées par les balayeurs de rue et les agents des centrales électriques qui avaient débrayé contre les réductions des salaires, et ont limité à tout juste quelques heures les grèves dans les autres secteurs industriels.

Les travailleurs sont actuellement en train d'occuper les mairies d'un certain nombre de villes grecques afin d'empêcher que les responsables du gouvernement local ne fassent parvenir au gouvernement central à Athènes des listes de travailleurs du secteur public à licencier. Malgré cette défiance, le gouvernement a déjà commencé à licencier 2.000 fonctionnaires.

La manifestation qui a eu lieu à Athènes était dominée par des partisans de diverses organisations pseudo-gauches telles SYRIZA et Antarsya. Pour l'essentiel, les travailleurs ont refusé de participer à l'action symbolique de mercredi.

En France aussi, il n'y a eu que peu de soutien pour les 130 manifestations annoncées par la

Confédération générale du Travail (CGT). Les rassemblements qui ont eu lieu étaient principalement composés de bureaucrates syndicaux et de leurs partisans parmi des groupes pseudo-gauches tels Lutte ouvrière (LO) et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Aucun des cinq principaux syndicats français – CGT, CDFT, FSU, Solidaires, Unsa – n’ont appelé à faire grève. Le rassemblement à Paris n’a attiré qu’une foule relativement petite de 5.000 travailleurs du public. Les travailleurs industriels sont restés en grande partie absents. Il n’y a pas eu de slogans anti-gouvernementaux ou de banderoles pour protester contre la fermeture de l’usine automobile PSA d’Aulnay qui coûtera 10.000 emplois à la région parisienne.

3.000 personnes seulement ont défilé à Nantes, ville de l’Ouest de la France, traditionnellement à gauche. A Rennes, seuls 800 personnes ont protesté et à Marseille, la deuxième plus grande ville de France, seuls quelques milliers ont manifesté. Environ 1.800 personnes ont défilé à Lyon.

Le président français, François Hollande, a déclaré lors d’une conférence de presse mardi que les manifestations « ne vont pas mettre en cause notre politique, mais plutôt la soutenir. »

En Allemagne, les syndicats n’ont pas mobilisé leurs membres en solidarité avec les travailleurs européens. Le rassemblement de la Confédération des syndicats allemands (DGB) à Berlin a été marqué par l’absence de banderoles syndicales. Quasiment toutes les 200 personnes qui s’étaient rassemblées à la Porte de Brandebourg à Berlin étaient des membres du parti La Gauche (Die Linke), d’Attac ou d’autres groupes de « gauche » petits bourgeois. Après un discours superficiel prononcé par un membre du syndicat de la fonction publique Verdi qui a de façon démagogique appelé à en finir avec le capitalisme de casino, la foule s’est rapidement dispersée.

A Londres, les responsables de la Confédération syndicale britannique (TUC) ont réaffirmé leur défense du capitalisme en remettant une lettre à la Commission européenne pour se plaindre de ce que les mesures imposées par l’UE, le FMI et la BCE « entraînaient l’ensemble de l’Europe dans une stagnation économique... et étaient loin de rétablir la confiance dans les marchés financiers. »

Article original, WSWS, paru le 15 novembre 2012

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Correspondants du WSWS, wsws.org, 2012

Articles Par : Correspondants du WSWS

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca